



**Par la grève, les blocages, les manifs
donnons le coup de grâce à ce gouvernement antidémocratique et antisocial**

JEUDI 6 AVRIL

MANIFESTATIONS

11h - SAINT-MALO

Rond Point Aquarium

18h - COMBOURG

parvis du lycée



samedi 15 avril

le NPA Rennes invite à sa fête anticapitaliste !

- à partir de 15h : Rencontre/débat sur la question des luttes et de la grève féministes avec Aurore Koechlin, militante féministe et autrice de *"La révolution féministe"*

- à partir de 18h : Meeting en présence d'Olivier Besancenot, porte-parole du NPA, et de plusieurs invité-e-s.

Un moment pour discuter des luttes en cours et d'un autre monde et pour préparer les luttes à venir...

Rendez-vous pour cette prochaine fête anticapitaliste rennaise à

**Carrefour 18,
7 rue d'Espagne,
proche métro Henri Fréville.**

Pour prendre contact avec le NPA

npasaintmalo@gmail.com

10 journées de manifs à plus d'1 million de personnes, des dizaines de milliers mobilisées depuis plus de 2 mois dans les grèves, les blocages, la grande majorité de la population toujours opposée à cette contre-réforme. Et malgré son affaiblissement, le gouvernement Borne-Macron s'acharne, on l'a encore vu ce matin... Tout ce qui lui reste, c'est sa morgue et l'utilisation de tous les leviers institutionnels pour faire passer en force sa loi scélérate: procédures parlementaires antidémocratiques, répression policière.

Répression, 49.3...: ce pouvoir est illégitime

Macron et les siens ont déjà tapé fort: 44.3, 47.1, 49.3, classement de la pétition pour la dissolution des Brav-M... Le pouvoir aura prouvé une fois de plus que la Vème République est un régime autoritaire qui permet à un gouvernement minoritaire de faire passer des lois. Une évidence: il faut en finir avec cette Constitution.

Du côté de la répression policière, on atteint un niveau inédit: à Sainte-Soline, la gendarmerie a blessé des centaines de personnes dont deux très gravement; à Paris, un syndicaliste cheminot a perdu un oeil; à Albi, comme dans d'autres villes, des militantEs ont été arrêtés par la police chez eux, devant leurs familles; des centaines d'autres ont été placés en garde à vue avant ou pendant des manifestations. Les méthodes répressives du gouvernement sont dénoncées par diverses organisations de défense des droits démocratiques et humains, et même par l'ONU. Mais le pouvoir persiste, avec Darmanin qui veut désormais interdire l'association les Soulèvements de la Terre ou la DefCo de Rennes. Interdire, réprimer les révoltes: voilà leur politique!

L'illégitimité du gouvernement apparaît à un triple titre: par ses faibles scores aux élections présidentielle et législatives, par son utilisation du 49.3 pour une réforme minoritaire dans la population, par ses méthodes autoritaires. Nous devons l'arrêter! Et Darmanin, qui fait sienne la rhétorique et la politique de l'extrême droite, doit déguerger sans délai!

Nous pouvons gagner, nous devons gagner

Le mouvement est d'une puissance historique, mais face à ce gouvernement obtu, il faut augmenter encore la pression par des grèves reconductibles, des assemblées générales, des réunions interprofessionnelles où on discute du mouvement, de ses suites, où on organise des actions collectives.

Ce dont nous avons besoin, c'est, comme en Mai 68, d'une grève générale, d'un blocage du pays, pour faire reculer le pouvoir.

L'enjeu de réussir la journée de grève et de manifestations de demain jeudi 6 avril, appelée par l'intersyndicale, est essentiel. Nous pouvons, nous devons être encore plus nombreuses et nombreux que lors des précédentes journées. Les actions de blocages, de gares, de routes ou autres, permettent aussi de mettre en difficulté le gouvernement et le patronat.

Le NPA propose qu'à ces actions, qui dépendent de nous toutEs, de ce que nous sommes capables de discuter dans nos assemblées générales et réunions interprofessionnelles, on ajoute deux perspectives:

- la première est celle de **réunions de toutes les organisations de gauche, associations, syndicats, partis, pour discuter de comment construire une réponse sociale et politique des exploités et des opprimés, face à Macron, au patronat et à leur Ve République, et de comment poser la question d'un pouvoir réellement au service de notre camp social.**
- la seconde est de mettre en débat **une grande manifestation à Paris, vers l'Élysée, pour « aller chercher Macron ».**



BREVES DE PONTONS

Aquacia—Combourg: les requins toujours dans la piscine....

Dans nos numéros de *Rouge Emeraude* 38 (février 2018), 44 (novembre 2018), 46 (décembre 2018), nous avons alerté sur les conséquences des choix politiques faits par la majorité du Conseil Communautaire de la Bretagne Romantique (CCBR) en matière de restructuration et de gestion de l'espace aquatique Aquacia de Combourg.

Nous contestons en effet l'option consistant à confier « la construction, le financement, la maintenance et le renouvellement du gros matériel du nouveau centre aquatique à la société Exterimmo dans le cadre d'un contrat de partenariat public-privé », ce qui aurait pour effet de ficeler la CCBR dans un contrat de longue durée. Puis, nous avons dénoncé le choix de la communauté de commune de déléguer la gestion de l'équipement à la société privée Récréa, ce qui ne pourrait qu'avoir un effet délétère sur les tarifs d'accès pour les usagers.

5 ans après, nous y sommes !

Le Conseil Communautaire vient d'adopter la **nouvelle grille tarifaire** proposée par le délégataire ce qui se traduira par une augmentation significative du droit d'entrée (+5,5% sur le tarif adulte), sans que les élu.es aient en main le bilan financier du délégataire.

En dépit de ce manque de transparence minimale, la majorité du conseil communautaire a décidé de repartir en 2024 sur un **nouveau contrat de délégation de service public**. Consternant !

Notre affiche de 2018



Créé et entendu à Saint-Malo le 30 mars devant la sous-préfecture à l'occasion du rassemblement contre les violences et la répression policières. Et ça se chante sur l'air connu « **on est là, on est là, même si Macron ne veut pas** »!



Les Républicains: ca se fracture vers l'extrême-droite

On apprend qu'une parte importante des Jeunes Républicains d'Ille-et-Vilaine et du Morbihan et notamment leurs dirigeants viennent de quitter le parti de Ciotti (et de Lurton) et de rejoindre le RN.

Les digues sautent donc les unes après les autres.

Quand on vous dit que des secteurs de la bourgeoisie sont prêts à recourir à une solution autoritaire d'extrême - droite, on est aux prémises !

N'hésitez pas à faire part de ce bulletin à vos collègues, parents, ami.es, à visiter notre site internet 35 et à discuter sur notre page facebook:
<http://www.anticapitaliste-35.org>
<http://www.facebook.com/npaSaintMalo>

Retraites, Santé, ce gouvernement au service des riches doit partir !

Macron espère qu'on va tourner la page. Nous parler de la santé par exemple !

Il ose, lui qui bloque les salaires et refuse les embauches, ce qui fait fuir les personnels. Lui qui veut fermer 110 maternités supplémentaires, entraînant la fermeture d'autres services, aggravant les déserts médicaux et menaçant la santé des femmes. Lui qui fait voter la loi Rist, qui risque d'aggraver la fuite vers le privé des intérimaires mercenaires, que sa politique de manque de personnels a créé. Alors ensemble, défendons nos retraites et notre système de soin pour pouvoir en profiter en bonne santé.

Le 6 avril, le procès des politiques de santé! (Bourse du Travail de Paris, Salle Hénaff)

Dans une tribune « **Santé, nous vous accusons, vous Macron** », plus de 40 organisations (*) se retrouvent pour faire le procès des politiques de santé, et défendre plus de 17 propositions pour l'accès aux soins. A Paris et sur les réseaux sociaux, le **6 avril, elles organisent un procès contre les politiques de la santé** avec Daniel Mermet, Patrick Pelloux et de nombreux témoignages.

Personnels, usagers, défendons le droit à la santé, car nos vies valent plus que leurs profits

Pour suivre le procès des politiques de santé, flashez le QR Code



(*) syndicats (Sud, Cgt, FSU...), associations (Collectif Inter-Urgences, Coordination nationale des comités de Défense des hôpitaux et maternités de proximité, Coordination des Associations pour le droit à l'avortement et la contraception, Fédération des Orthophonistes), mutuelles, partis politiques (LFI, NPA, PCF, Europe Ecologie).

prenez date

Pollution à Saint-Malo

Osons faire le point !

JEUDI 13 AVRIL - 20 h
Espace Bouvet
Saint-Servan

RÉUNION PUBLIQUE

organisée par



Dans notre numéro de *Rouge Emeraude* du 1er mars, nous attirons l'attention sur la parution d'une étude d'Air Breizh qui établissait un lien entre les fortes concentrations d'ammoniac mesurées à Saint-Malo et les activités du groupe Roullier, en particulier de son site de production de la zone industrielle.

Depuis, les pouvoirs publics (Sous-préfet, Agence Régionale de Santé, DREAL et maire de Saint-Malo) se sont livrés à une opération de « déminage », insistant sur le fait que les émissions respectaient « les seuils réglementaires » (quand ils existent !), du moins en moyenne journalière. En revanche, ils n'ont pu nier que les valeurs mesurées concernant les particules fines avaient dépassé, pendant la période d'étude, les seuils recommandés par l'Organisation Mondiale de la Santé.

Il importe donc que le débat, la mobilisation et les actions (unitaires de préférence) se poursuivent pour faire toute la lumière sur les causes réelles et les responsabilités de la mauvaise qualité de l'air dans la ville et donc

- d'obtenir l'installation d'équipements de contrôle continu des émissions d'ammoniac sur les sites de production industrielle, avec communication publique des résultats
- Que soient enfin rendues publiques les conclusions de l'expertise judiciaire, ordonnée par le Tribunal de Saint-Malo en juillet 2020, sur les troubles anormaux de voisinage (nuisances olfactives, rejets d'ammoniac, de poussières et de fumées) générés par les usines de TIMAC Agro et leurs éventuelles incidences en termes sanitaires

Congrès de la CGT: à deux doigts de la crise ouverte

La confédération CGT abordait son 53ème congrès dans une situation largement inédite marquée à la fois par le contexte du puissant mouvement social en cours mais aussi par des ferments de division interne, exprimés notamment par un texte et des candidatures alternatifs à ceux présentés par la direction sortante.

Pour résumer, l'opposition à Philippe Martinez qui avait décidé de ne pas se représenter aux fonctions de secrétaire général se concentrait autour de questions clivantes telles que:

- la ré affiliation de la centrale à la Fédération Syndicale Mondiale, organisation syndicale internationale d'obédience stalinienne, très affaiblie après l'éclatement de l'URSS et la libéralisation des pays de l'est européen de son ancien glacis;
- L'inclusion des questions écologiques et environnementales dans l'activité de la CGT ou le recentrage sur la défense de l'emploi et de l'indépendance énergétique (nucléaire) de la France;
- La prise en compte par la CGT de sujets sociétaux comme le féminisme, les violences sexistes et sexuelles, les discriminations de genre, l'antiracisme par rapport aux priorités de la lutte des classes et aux traditions virilistes du syndicalisme.

A différents titres, le rapprochement de la confédération avec des collectifs comme « *plus jamais ça* »(*) ou des ONG comme Greenpeace ou Oxfam est contesté par plusieurs grosses structures telles que les fédérations de la chimie, de l'énergie, des cheminots, du commerce, des services publics ou les unions départementales des Bouches-du-Rhône, du Loiret, du Val-de-Marne...

S'ajoutait à ces divergences d'orientation, une fronde concernant le positionnement de la CGT dans l'intersyndicale du mouvement contre la réforme des retraites, que certains jugeaient pas assez offensif et trop suiviste par rapport à la CFDT. La sortie de P.

Martinez en soutien à la proposition de médiation de Laurent Berger faisait monter la grogne et achevait de coaguler une forte opposition à la direction sortante.

Conséquence: dans une ambiance électrique, le congrès n'approuvait pas le rapport d'activité, puis élisait de justesse parmi les membres de la nouvelle Commission Exécutive Marie Buisson, la candidate soutenue par P. Martinez au secrétariat général. Et au terme d'une nuit de tractations, après le rejet de la composition du bureau confédéral, présentée par M. Buisson, et l'échec des « oppositionnels » à faire passer un bureau dirigé par Céline Verzeletti, une sorte de compromis s'établissait autour de l'élection de **Sophie Binet**. Ouf



Nous ne spéculons pas ici sur les choix tactiques et stratégiques que fera cette nouvelle direction. L'avenir nous indiquera (et très vite sur certaines questions d'actualité brûlante) si ce congrès marque une rupture ou s'inscrit dans la continuité de la trajectoire de la CGT.

Considérons pour l'heure que l'arrivée aux commandes de cette équipe, pluraliste et renouvelée à 80%, est une opportunité pour que la CGT réponde aux attentes de nombre de syndiqué.es et de travailleur.ses: démocratie syndicale, indépendance de classe, combats sociétaux et environnementaux.

DB

(*) collectif fondé lors de la pandémie du Covid et rassemblant plusieurs syndicats et associations en vue de « reconstruire ensemble un futur, écologique, féministe et social, en rupture avec les politiques menées jusque-là et le désordre néolibéral ». Localement, la coordination malouine « **Le monde d'après** » est liée à cette initiative.

Loi « bâillon » : répression tous azimuts dans l'Etat espagnol

Aucun gouvernement capitaliste n'a le monopole ni l'apanage de la répression en cette période de crise politique, économique et écologique. **Le glissement vers des États autoritaires et policiers est en cours, à des rythmes plus ou moins rapides en fonction de chaque situation nationale, dans toute l'Union européenne.**



En mars 2015, le Parlement espagnol, à l'époque gouverné par le Parti populaire de Mariano Rajoy, a fait adopter la loi organique de Protection de la sécurité publique, aussitôt surnommée « **ley mordaza** » (« loi bâillon ») par ses opposants et les mouvements sociaux. Au menu, un **brutal tour de vis sécuritaire** destiné à faire taire les mobilisations contre l'austérité alors fortes en Espagne.

Arbitraire policier et administratif

Cette loi comporte de nombreux articles visant à renforcer l'arbitraire policier et judi-

ciaire. Entre autres, la mise en place d'**amendes forfaitaires et administratives** (donc non contestables devant la Justice) de 600 à 30 000 euros pour toute une série d'actions militantes: tenir des piquets de grève, bloquer des routes et des bâtiments officiels, manifester devant le Parlement, désobéir ou « manquer de respect » à la police. Sont aussi renforcées les possibilités d'**expulsion rapide des migrants**, ainsi que le délit d'outrage au monarque.

L'article qui a fait le plus polémique (le 36.23) **interdit de filmer sans autorisation et de diffuser toute image de la police en intervention**. Cette disposition a directement inspiré le projet de loi Sécurité globale de Gérald Darmanin. De nombreux journalistes indépendants ont reçu des amendes énormes directement à leur domicile, sans aucun avertissement, les poussant ainsi à tout simplement arrêter de travailler, ne pouvant faire face financièrement.

Sévérité envers les militants

Depuis son entrée en vigueur en juillet 2015, plus d'1,5 million de contraventions ont été distribuées dans tout le pays. Plus grave, la loi est également invoquée par les tribunaux pour faire preuve de plus de sévérité envers les militants. Quatre antifas-

cistes, qui avaient organisé en décembre 2021 une manifestation à Saragosse contre un meeting des franquistes de Vox et qui avaient été arrêtés après une charge policière, ont été condamnés à 6 ans de prison, sur présomption de vérocité de la parole des flics, les accusant de « violences sur agents ».

Le tout dans un contexte marqué ces dernières années par la **répression historique du mouvement indépendantiste catalan** (1000 blessés en une journée au moment du référendum d'autodétermination de 2017, des condamnations à 15 ans pour des dirigeants du mouvement), **l'utilisation des blindés** contre les métallos de Cadix en grève en 2021, et les **rapports sur 40 ans d'utilisation du LBD** (53 morts et 300 handicapés à vie depuis 1990). Ainsi que le massacre de dizaines de migrants, en collaboration avec la police marocaine, à la frontière de l'enclave de Melilla, le 24 juin 2022.

Dernier développement: avec le courage dont ils sont coutumiers, et après avoir noté le débat dans d'interminables procédures parlementaires, **le gouvernement de « gauche » du PSOE et de Podemos vient de renoncer à abolir la ley mordaza** (une de leurs promesses électorales). L'arbitraire a encore de beaux jours devant lui. AK

CHRONIQUE DE LA LUTTE CONTRE LA REFORME DES RETRAITES

Toujours nombreuses et déterminées le 28 mars dans les manifs de Saint-Malo et Combourg



Vous l'avez sans doute vu dans les défilés malouins, Jérôme, vidéaste indépendant, documente le mouvement local contre la réforme des retraites.

N'hésitez pas à aller voir ses vidéos sur <http://youtube.com/@SOKIALMEDIA>

Déchets: les grèves d'éboueurs révèlent que dans ce domaine, on n'avance pas

La grève des éboueurs et des centres d'incinération dont il faut saluer la combativité, à Paris, Nantes, Rennes, Saint-Brieuc...est un révélateur.

Outre qu'elle met en évidence le rôle majeur que jouent ces salarié.e.s de 1ère ligne dans le fonctionnement quotidien de la société, elle souligne aussi:

- Que nous sommes toujours dans la « société du jetable »,
- l'inefficacité patente des politiques publiques en matière de réduction du volume des déchets.

Dans ce domaine aussi, il faut accélérer la transition...à la source !

Lundi 3 avril, 6h15–8h, Opération « gare morte » à Saint-Malo



Jeudi 30 mars à 19h, une centaine de personnes s'est réunie devant la sous-préfecture de Saint-Malo à l'appel de l'association des soulèvements de la Terre et de la Confédération paysanne. Plusieurs organisations locales, dont le NPA et ATTAC ainsi que des parties politiques Europe Ecologie les Verts et la France insoumise ont rejoint l'appel et plusieurs prises de parole ont eu lieu.

Il s'agissait de soutenir les 2 militants anti-bassines Serge et Mickaël toujours dans le coma, de soutenir les 200 blessé.e.s de Sainte-Soline et également du mouvement contre la réforme des retraites, en particulier Sébastien, syndicaliste cheminot de Villedieu-Saint-Georges.

Les manifestants demandent la fin des violences policières, le droit de manifester en sécurité, la dissolution de la BRAV-M, l'interdiction des grenades GM2-L ainsi que la réhabilitation du Référentiel d'identité et d'organisation sur les uniformes des fonctionnaires en charge du maintien de l'ordre. Les manifestants ont aussi apporté leur soutien aux gilets jaunes mutilé.e.s et éborgné.e.s ainsi qu'à toutes les victimes des violences policières en particulier dans les quartiers populaires. Certains citoyens présents ont également insisté sur l'importance que l'eau reste un bien commun et qu'un combat citoyen est légitime.

Le rassemblement s'est terminé dans le calme et en chanson aux alentours de 20h.

MG

La lettre à Macron

L'intersyndicale malouine propose à la signature de tout un chacun un modèle de lettre à adresser au président de la République, ainsi libellé:

Je soussigné

Vous demande solennellement de retirer le projet de loi sur la réforme des retraites

En moins de 8 jours, plus de 2000 personnes ont signé et adressé cette lettre.

Certes, il est illusoire de penser que cette initiative pourrait faire reculer Macron, mais elle a le mérite de réaffirmer la nécessité du retrait de la loi et de permettre un acte concret que chacun.e peut faire même s'il est un peu éloigné du mouvement.